

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

P. O. Box 3243, Addis Ababa, ETHIOPIA Tel.: 00251-11-5517700 Cable: AU, ADDIS ABABA  
Website: [www.africa-union.org](http://www.africa-union.org)

---

**CONSEIL EXECUTIF  
ONZIEME SESSION ORDINAIRE  
25 – 29 JUIN 2007  
ACCRA (GHANA)**

**EX.CL/345 (XI)**

**RAPPORT DE LA REUNION D'EXPERTS SUR LE CADRE DE  
L'INVESTISSEMENT PRIVE EXTERIEUR CONJOINTEMENT,  
ORGANISEE PAR LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE ET  
L'ONUDI LE 12 ET 13 MARS 2007**

**NOTE DE PRESENTATION SUR LA REUNION D'EXPERTS SUR L'INVESTISSEMENT  
POUR LA CAPACITE DE PRODUCTION AFRICAINE**

1. Toujours en prévision du Sommet de janvier 2008 sur l'Industrialisation, la Commission a organisé conjointement avec l'ONUDI du 12 au 13 mars de cette année une réunion d'experts sur l'Investissement pour la Capacité de production africaine. L'objectif était de réunir toutes les parties prenantes africaines tant du secteur public que privé afin d'identifier les principaux obstacles au flux de ressources en matière d'investissement nécessaire au développement de la capacité de production et de formuler un programme régional pour leur élimination. Parmi les participants, on comptait certains ministres, les CER, les institutions africaines, le secteur privé et les partenaires au développement.

2. Une proposition basée sur des enquêtes menées auprès des investisseurs étrangers dans quinze pays au sud du Sahara par le Réseau des Agences africaines de Promotion de l'Investissement de l'ONUDI (AfrIPANet) a été soumise pour discussion. Elle consiste en une plate-forme de suivi de l'investissement, un programme de renforcement de capacités pour l'utilisation de la plate-forme ainsi que d'actions ciblées afin d'exploiter à fond l'impact de l'investissement direct étranger pour stimuler l'investissement domestique.

3. L'aspect clé de la réunion a été le lancement et la démonstration par l'ONUDI et Microsoft de la plate-forme de suivi de l'investissement réalisée afin d'améliorer la communication entre les gouvernements en Afrique et les investisseurs. En fournissant plus d'information et de transparence, il est attendu que ce logiciel facilitera une prise de décision plus responsable sur l'investissement et un partenariat plus étroit entre les gouvernements et les affaires vers le développement durable de l'Afrique. La plate-forme sera une composante clé de l'initiative AfrIPANet et permettra les Agences africaines de Promotion de l'Investissement (API) de formuler une meilleure stratégie, de mener une politique de plaidoyer fondée sur l'évidence et fournir des informations plus détaillées et utiles aux investisseurs potentiels. En rassemblant des faits et données concrets sur les facteurs tels que le comportement et les attentes des investisseurs, la croissance sectorielle et l'impact de différents types d'investissement sur les économies locales, le vide en matière de connaissance de l'investissement en Afrique sera comblé. La fourniture de données accessibles et fiables sur la performance des compagnies peut aussi contribuer à diminuer le risque d'entreprendre des affaires en Afrique en réduisant l'incertitude et les coûts de transaction.

4. La réunion a conclu que puisque les investisseurs visent les économies supérieures d'échelle où le commerce et les régimes sur l'investissement entre pays voisins deviennent de plus en plus fermes, un effort devrait être consenti pour la mise en place d'un Code Régional de l'Investissement. Il y a aussi lieu de développer une approche régionale dans la réglementation du comportement anti-compétitif et des monopoles.

**REUNION DU GROUPE DES EXPERTS SUR LES INVESTISSEMENTS POUR LA  
CAPACITE DE PRODUCTION DE L'AFRIQUE**

**CONTROLE DES FLUX D'INVESTISSEMENT  
CONSOLIDATION DE LA GESTION DES INVESTISSEMENTS  
RENFORCEMENT DE L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS SUR LES  
ECONOMIES LOCALES**

**12 ET 13 MARS 2007  
ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)**

## **I. HISTORIQUE**

La réunion de haut niveau du Groupe des Experts tenue à Addis-Abeba les 12 et 13 mars 2007 avait été financée par l'Union africaine (UA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le NEPAD et l'ONUDI. Les objectifs de la réunion de haut niveau étaient de rassembler les parties prenantes africaines des secteurs public et privé afin qu'elles identifient les obstacles majeurs qui entravent le flux des ressources d'investissement nécessaires au développement de la capacité de production de l'Afrique et qu'elles élaborent un programme régional pour supprimer ces obstacles.

Le réseau de l'Agence africaine de promotion des investissements de l'ONUDI a fait des propositions concrètes basées sur les enquêtes faites auprès des investisseurs étrangers opérant dans quinze pays de la région subsaharienne qui ont servi de documents de discussion par les participants à la réunion de haut niveau. Les propositions étaient tirées des conclusions et recommandations de la troisième réunion de l'Agence africaine pour la promotion des investissements organisée en juin 2006 à Johannesburg (Afrique du Sud).

Le synopsis d'un programme régional qui est le peaufinage des conclusions de la réunion de Johannesburg, a été présenté aux participants à la réunion de haut niveau du groupe des experts tenue à Addis-Abeba. Les exposés ont été dans neuf des Etats membres du réseau de l'Agence africaine pour la promotion des investissements et les contributions tout comme les recommandations des parties prenantes (compagnies, gouvernements, institutions, chambres de commerce, associations corporatives, etc.) ont été intégrées dans la proposition. Ladite proposition comporte les trois volets ci-après :

1. Une plate-forme pour le contrôle des investissements basée sur les données des enquêtes recueillies auprès des entreprises qui sera combinée avec celles de l'ONUDI et des bases de données des parties tierces. Elles permettront aux entreprises industrielles à prendre des décisions plus éclairées en matière de gestion qui vont favoriser l'expansion de leurs affaires, encourager de nouveaux partenariats et faciliter l'accès aux finances et la création d'emplois. En ce qui concerne les institutions gouvernementales, elle pourrait leur offrir les moyens de mener une défense des politiques basées sur des preuves, d'évaluer la réaction des investisseurs aux interventions en matière de politiques, d'identifier les tendances et compiler les indicateurs qui peuvent aider aussi bien les décideurs du secteur privé que les responsables des politiques du secteur public.
2. Le renforcement des capacités au niveau national afin d'assurer que les institutions appropriées ont acquis la compétence qui leur permet d'utiliser à bon escient la plate-forme de contrôle des investissements, d'établir au niveau des secteurs public et privé la transparence dans les dialogues portant des activités industrielles et d'améliorer le système de gestion des investissements dans les pays de la région.

3. Des actions ciblées destinées à l'accroissement des investissements étrangers directs afin de maximiser leur impact sur l'économie du pays d'accueil à travers la stimulation des investissements nationaux. Il faudrait que les investissements étrangers directs dans le secteur manufacturier soient utilisés comme un instrument susceptible d'accélérer l'amélioration de la qualité des produits et des services des fournisseurs nationaux, d'encourager la compétitivité interne et de les aider à s'imposer sur les marchés internationaux.

Les exposés présentés lors de la réunion de haut niveau du Groupe des experts ont montré, entre autres, comment les données relatives aux résultats des investissements étrangers recueillies auprès des entreprises peuvent être utilisées dans le cadre de l'élaboration de politiques adéquates d'intérêts publics destinées à appuyer la mobilisation des investissements privés. La mise à disposition de données accessibles et fiables relatives à la performance des entreprises peut aussi contribuer à la diminution des risques encourus par les sociétés opérant en Afrique en réduisant les incertitudes, les coûts d'opération et en fournissant des indicateurs précis qui font présentement défaut dans la plupart des pays africains.

La Société Microsoft a décidé de s'associer à l'initiative de la réunion de haut niveau du Groupe des experts et est disposée à fournir l'expertise technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de la plate-forme de contrôle des investissements. Le Chartered Institute of Purchasing and Supply/CIPS (L'Institut agréé des achats et des approvisionnements) basé en Afrique du Sud avec ses 9000 membres à travers le continent est un exemple qui démontre comment les relations entre les membres et les méthodologies peuvent appuyer le programme en développant des chaînes d'approvisionnement internes plus solides qui facilitent l'accroissement des investissements étrangers directs, facteurs de stimulation des investissements nationaux. L'Africain Venture Capital Association (AVCA) avec ses adhérents environ basés en Afrique, a aussi confirmé son intention de s'associer à l'initiative en aidant à la mobilisation des fonds d'actions pour des investissements dans des opportunités qui offre le volet du programme concernant le développement de la chaîne d'approvisionnement.

Lors des discussions ultérieures, les participants des secteurs public et privé à la réunion de haut niveau du Groupe des Experts ont exprimé leur préoccupations sur plusieurs aspects d'investissements dont le climat actuel des affaires. Ces observations ont été notées et retenues comme des recommandations générales qui seront présentées à la Conférence des Ministres de l'Industrie de l'Union africaine et lors du Sommet de l'Union africaine. Le secteur public était représenté aussi bien au niveau des politiques (le Ministre de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique – Cameroun, le Ministre du Tourisme, du Commerce et de l'industrie – Ouganda et le Secrétaire permanent, Ministre du Commerce et de l'industrie – Kenya et au niveau institutionnel (Institutions chargées de la promotion des investissements du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, de Madagascar, du Nigeria, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie) et au niveau régional (CEDEAO, SADC et COMESA). Le secteur privé était représenté par les représentants des organisations du patronat (African Business Table Round/Table ronde des Hommes d'affaires africains, Confédération nationale du patronat du

Sénégal et autres) ainsi que des Directeurs généraux de certaines petites et grandes sociétés.

Un groupe de rédaction représentant les différentes parties prenantes dans le cadre de la promotion et de la mise en œuvre des investissements choisis parmi les participants à la réunion de haut niveau du groupe des experts, a déterminé les questions que le programme régional devrait prendre en compte et spécifié les paramètres de programme-cadre.

### **1.1 Conclusions générales de la Table ronde**

Quatre conclusions essentielles ont été retenues lors de la Table ronde du Groupe des experts. Premièrement, l'accent a été mis sur la nécessité d'assurer l'appropriation africaine de la prochaine et plus ambitieuse phase du programme de développement du réseau de l'agence africaine pour la promotion des investissements. Deuxièmement, les participants à la réunion de haut niveau du Groupe des experts ont identifié l'importance cruciale du renforcement des capacités à tous les niveaux des institutions gouvernementales et intergouvernementales ainsi que dans le secteur privé afin que toutes les parties prenantes du processus du développement économique puissent bien comprendre et apprécier clairement le rôle réel des investissements nationaux et étrangers. Il a été indiqué que les pays africains ont besoin d'un secteur privé prospère pour accélérer leur développement. La troisième conclusion générale porte sur la prise en compte et la reconnaissance par tous les participants du rôle primordial des données précises et courantes des investisseurs collectées auprès des entreprises, du rendement de leurs affaires et leurs perceptions du climat d'investissement, dans le cadre de l'amélioration de la gestion et de la réduction du risque d'entreprise réel et apparent en Afrique. Un thème final et y afférent concerne l'importance de la disponibilité d'indicateurs de performance fiables au niveau des entreprises pour permettre aux acteurs engagés dans la promotion des investissements de convaincre les médias de par le monde qu'il y a bon nombre de réussite dans le domaine des affaires en Afrique. De ce fait, sept thèmes ont été identifiés pour résumer les discussions ayant prévalu lors de la réunion de haut lieu du groupe des experts. Il s'agit notamment de:

- la maximisation de l'impact des investissements étrangers directs et du développement dans une perspective basée sur la chaîne des valeurs ;
- développement d'investissements nationaux ;
- un système d'information et d'une plate-forme de contrôle des investissements ;
- l'accès aux finances et aux systèmes d'évaluation ;
- partenariats et de système de gestion des investissements publics et privés ;
- des infrastructures ; et

- d'une intégration économique régionale.

### **Perspectives d'avenir**

Les participants à la réunion de haut niveau du Groupe des experts ont recommandé la transformation du réseau de l'agence africaine pour la promotion des investissements en programme africain plus élargi. Il est attendu qu'il s'agit non seulement d'une extension géographique du réseau de l'agence africaine pour la promotion des investissements à travers presque tout le continent mais aussi en termes de questions thématiques. Le document ci-joint concerne les contributions et activités différentes aux questions majeures ayant fait l'objet de discussion lors de la réunion de haut niveau du groupe des experts. Toutefois, en vue de privilégier le programme et d'assurer la complémentarité entre les modules, toutes les questions n'ont pas fait l'objet du même degré d'attention.

2007

Report of Experts on the framework for  
foreign private investment jointly  
organized by the AUC and UNIDO in  
Addis Ababa, Ethiopia, from 12 To 13  
March 2007

African Union

African Union

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/4463>

*Downloaded from African Union Common Repository*